

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/85

17 novembre 1997

(97-5046)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

APERÇU DES SYSTEMES INTERNATIONAUX DE NOTIFICATION ET D'ENREGISTREMENT DES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES EN VIGUEUR POUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. A sa réunion du 27 février 1997, le Conseil est convenu d'entreprendre des travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations prévues à l'article 23.4 de l'Accord sur les ADPIC en procédant à la collecte de renseignements (IP/C/M/12, paragraphe 73). A cet égard, le Conseil a demandé au Secrétariat, à sa réunion du 19 septembre 1997, d'établir une note d'information factuelle sur les systèmes internationaux de notification et d'enregistrement des indications géographiques en vigueur pour les vins et les spiritueux, suivant un plan arrêté d'un commun accord (IP/C/M/15, paragraphe 56 et annexe). Il a été convenu que la note porterait sur les systèmes d'enregistrement concernant, d'une manière ou d'une autre, les vins et les spiritueux, y compris ceux qui, outre les vins et les spiritueux, concernent aussi d'autres produits.

2. La présente note a été établie en réponse à cette demande. Suivant le plan arrêté par le Conseil, elle fournit des renseignements sur l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et sur d'autres systèmes de notification et d'enregistrement multilatéraux, bilatéraux et régionaux.

3. Pour établir cette note, le Secrétariat a consulté l'OMPI et l'Office international de la vigne et du vin (OIV)¹ et a obtenu de ces organisations internationales des documents de base. Le Secrétariat a aussi obtenu des renseignements utiles lors du Colloque de l'OMPI sur la protection des indications géographiques dans le contexte mondial, organisé en coopération avec l'Office hongrois des brevets, à Eger (Hongrie), les 24 et 25 octobre 1997 et dans les actes des cinq précédents colloques de ce genre organisés par l'OMPI.

¹A cet égard, le Secrétariat a reçu une note de l'OIV expliquant, entre autres, que l'OIV avait recommandé, en 1947, que toutes les nations viticoles établissent, sous ses auspices, un inventaire des appellations d'origine des vins et des eaux-de-vie de vin (Résolution de l'OIV n° 1/1947). L'Assemblée générale de l'OIV a réaffirmé par la suite, à plusieurs occasions, qu'il fallait établir et publier un inventaire des indications géographiques. Des travaux sont en cours à l'OIV en vue de l'établissement d'une base de données et, à ce jour, onze Etats membres de l'OIV ont présenté à celle-ci leurs listes d'indications géographiques.

II. ACCORDS MULTILATERAUX

i) Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international

Introduction

4. L'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, du 31 octobre 1958, est un arrangement particulier au sens de l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ("Convention de Paris"). Il est entré en vigueur le 25 septembre 1966 et a été révisé par l'Acte de Stockholm du 14 juillet 1967, qui est entré en vigueur le 31 octobre 1973. L'Arrangement est ouvert à tout pays partie à la Convention de Paris; les pays qui ont adhéré à l'Arrangement de Lisbonne constituent une union particulière ("Union de Lisbonne") dans le cadre de l'Union pour la protection de la propriété industrielle ("Union de Paris").

5. A ce jour, 18 pays ont adhéré à l'Arrangement de Lisbonne. La plupart l'ont fait dans les 20 années qui ont suivi son adoption en 1958. Ce sont les pays suivants: Algérie, Bulgarie, Burkina Faso, Congo, Cuba, France, Gabon, Haïti, Hongrie, Israël, Italie, Mexique, Portugal, République slovaque, République tchèque, Togo et Tunisie. Un seul pays, le Costa Rica, a adhéré à l'Arrangement au cours des 20 dernières années - le 30 juillet 1997.

6. Les parties s'engagent à protéger, sur leurs territoires, les appellations d'origine des produits des autres pays de l'Union de Lisbonne, à condition que celles-ci soient reconnues et protégées à ce titre dans le pays d'origine et soient enregistrées au Bureau international de l'OMPI.

Champ d'application

7. L'Arrangement s'applique, quels que soient les produits visés, aux "appellations d'origine" conformes à la définition donnée à l'article 2, qui est libellée comme suit:

"On entend par appellation d'origine, au sens du présent Arrangement, la dénomination géographique d'un pays, d'une région ou d'une localité servant à désigner un produit qui en est originaire et dont la qualité ou les caractères sont dus exclusivement ou essentiellement au milieu géographique, comprenant les facteurs naturels et les facteurs humains."

Conditions de la protection

8. La protection accordée selon les termes de l'Arrangement est fondée sur l'enregistrement international de l'appellation d'origine par le Bureau international de l'OMPI. L'enregistrement international est effectué à la demande de l'administration du pays membre dont le nom, ou dans lequel est située la région ou la localité dans le nom, constitue l'appellation d'origine. Aux termes de l'article 1.2), l'appellation d'origine doit être protégée à ce titre dans le pays d'origine pour pouvoir être enregistrée auprès du Bureau international. Bien que celui-ci ne vérifie pas si cette condition est remplie, elle peut être invoquée par d'autres parties à l'Arrangement de Lisbonne comme motif de refus de la protection (voir plus loin la rubrique "Procédure d'enregistrement"). L'article 2.2) stipule que le pays d'origine est "celui dont le nom, ou dans lequel est située la région ou la localité dans le nom, constitue l'appellation d'origine qui a donné au produit sa notoriété".

Effet juridique de l'enregistrement

- Durée de la protection

9. La durée de validité de l'enregistrement est illimitée. L'enregistrement international conformément à l'Arrangement assure, sans renouvellement, la protection de l'appellation d'origine. Toutefois, si celle-ci cesse d'être protégée en tant que telle dans le pays d'origine, les autres parties à l'Arrangement peuvent la considérer comme une appellation générique (voir les articles 6 et 7).

- Portée de la protection

10. L'enregistrement international d'une appellation d'origine a pour effet d'obliger tous les pays parties à l'Arrangement de Lisbonne (outre le pays d'origine) d'assurer sa protection, aux termes de l'article 3, contre toute usurpation ou imitation, même si l'origine véritable du produit est indiquée ou si l'appellation est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "façon", "imitation" ou similaires.

11. Une fois que la procédure prévue pour refuser la protection est achevée (voir plus loin la rubrique "Procédure d'enregistrement") et que l'enregistrement de l'appellation d'origine a pris effet juridiquement, la protection contre toute usurpation ou imitation est absolue. L'Arrangement ne prévoit aucune exception et laisse une certaine latitude uniquement lorsqu'il s'agit de mettre fin à l'utilisation antérieure de l'appellation par des tiers dans d'autres pays de l'Union (voir la rubrique "Procédure d'enregistrement").

- Personnes habilitées à engager des poursuites

12. Aux termes de l'article 8 de l'Arrangement, les poursuites nécessaires pour assurer la protection des appellations d'origine pourront être exercées, dans chacun des pays de l'Union de Lisbonne, suivant la législation nationale:

1. à la diligence de l'administration compétente ou à la requête du ministère public;
2. par toute partie intéressée, personne physique ou morale, publique ou privée.

Procédure d'enregistrement

- Demande d'enregistrement et notification aux pays de l'Union de Lisbonne

13. L'enregistrement international des appellations d'origine, conformément à l'article 5 de l'Arrangement de Lisbonne, est effectué à la requête des administrations des pays de l'Union, au nom des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, titulaires du droit d'user de ces appellations selon leur législation nationale.

14. Pour obtenir l'enregistrement international d'une appellation d'origine selon les termes de l'Arrangement de Lisbonne, il faut tout d'abord adresser au Bureau international de l'OMPI une demande établie en langue française, sur le formulaire fourni par le Bureau international; la demande doit être datée et signée par l'administration requérante du pays d'origine et doit être accompagnée du montant de la taxe d'enregistrement exigée. Si la demande remplit ces conditions de forme, l'appellation d'origine est enregistrée par le Bureau international.

15. Conformément à la Règle 1.2) du Règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne, la demande doit contenir les indications suivantes²:

- a) le pays requérant;
- b) l'administration compétente pour recevoir les notifications du Bureau international;
- c) le ou les titulaires de l'appellation d'origine;
- d) l'appellation d'origine dont l'enregistrement est demandé;
- e) le produit auquel s'applique cette appellation;
- f) l'aire de production du produit;
- g) le titre et la date des dispositions législatives ou réglementaires ou des décisions judiciaires qui reconnaissent la protection dans le pays requérant.

16. Les appellations d'origine sont enregistrées dans le registre international tenu par le Bureau international, dans l'ordre chronologique des demandes répondant aux conditions indiquées aux points a) et c) à e) du paragraphe précédent.

17. Dès que l'appellation d'origine a été enregistrée, le Bureau international adresse à l'administration qui a requis l'enregistrement un certificat reproduisant les inscriptions faites au registre international. Celles-ci sont également publiées par le Bureau international dans une revue intitulée "Les appellations d'origine".

18. L'enregistrement est également notifié, avec les mêmes indications, aux administrations de tous les pays de l'Union. Celles-ci doivent adresser au Bureau international un accusé de réception dûment daté et signé, indiquant la date à laquelle la notification de l'enregistrement a été reçue. Cette date constitue, aux termes de l'article 5.3) de l'Arrangement, la date à laquelle commence à courir le délai imparti à tout pays de l'Union pour notifier qu'il refuse d'assurer la protection d'une appellation d'origine et il est entendu que c'est aussi la date à laquelle commence à courir le délai qui peut être accordé, aux termes de l'article 5.6), pour mettre fin à l'utilisation antérieure d'une appellation par des tiers (voir la rubrique suivante).

19. Lorsqu'un pays adhère à l'Arrangement, la notification de son adhésion aux pays de l'Union par le Directeur général de l'OMPI assure, par elle-même, sur le territoire du pays adhérent, conformément à l'article 14.2) b) et c), le bénéfice des dispositions de l'Arrangement aux appellations d'origine qui, au moment de l'adhésion, bénéficient d'un enregistrement international en vertu de l'Arrangement, sous réserve du délai prévu pour refuser d'assurer la protection. Cela signifie, en pratique, que les pays adhérents disposent d'un délai d'une année à compter de leur adhésion pour notifier leur refus de protéger une appellation d'origine déjà enregistrée.

- Refus d'assurer la protection

20. Aux termes des paragraphes 3 et 5 de l'article 5 de l'Arrangement de Lisbonne, l'administration d'un pays de l'Union peut déclarer, dans un délai d'une année à compter de la réception de la notification

²Conformément à la Règle 5.4) du Règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne, les modifications de l'enregistrement relatives au pays d'origine, aux titulaires, à l'appellation d'origine ou au produit auquel elle s'applique nécessitent un nouvel enregistrement international.

de l'enregistrement, qu'elle ne peut pas assurer la protection sur son territoire de l'appellation d'origine dont l'enregistrement a été notifié. Cette déclaration doit être adressée, avec l'indication des motifs, au Bureau international, qui la notifie à l'administration du pays d'origine et l'indique dans le registre international.

21. L'Arrangement de Lisbonne ne précise pas pour quels motifs une telle déclaration peut être faite. Aux termes de l'article 5.3), "les Administrations des pays [de l'Union de Lisbonne] pourront déclarer qu'elles ne peuvent assurer la protection d'une appellation d'origine, dont l'enregistrement leur aura été notifié, mais pour autant seulement que leur déclaration soit notifiée au Bureau international, avec l'indication des motifs, dans un délai d'une année à compter de la réception de la notification de l'enregistrement, et sans que cette déclaration puisse porter préjudice, dans le pays en cause, aux autres formes de protection de l'appellation auxquelles le titulaire de celle-ci pourrait prétendre, [en vertu d'autres instruments internationaux, ou en vertu de la législation nationale ou de la jurisprudence]".

22. Comme cela a été dit précédemment, un pays de l'Union de Lisbonne qui ne se prévaut pas de la possibilité de refuser la protection en adressant une déclaration conformément à l'article 5.3) est tenu d'assurer la protection de l'appellation notifiée contre toute usurpation ou imitation, aux termes de l'article 3. Toutefois, si l'appellation a été utilisée antérieurement par des tiers dans le pays en question, celui-ci dispose, conformément à l'article 5.6), d'un délai limité pour mettre fin à cette utilisation par des tiers. La disposition en question est libellée comme suit:

"Si une appellation, admise à la protection dans un pays sur notification de son enregistrement international, se trouvait déjà utilisée par des tiers dans ce pays, depuis une date antérieure à cette notification, l'Administration compétente de ce pays aurait la faculté d'accorder à ces tiers un délai, ne pouvant dépasser deux ans, pour mettre fin à cette utilisation, à condition d'en aviser le Bureau international dans les trois mois suivant l'expiration du délai d'une année stipulé à l'alinéa 3) ci-dessus."

Un formulaire spécial peut être demandé à cette fin au Bureau international de l'OMPI. Lorsqu'il reçoit la notification en question, le Bureau international la transmet à l'Administration du pays d'origine et l'indique dans le Registre international.

- Opposition au refus

23. Il est stipulé, à l'article 5.5), que les parties intéressées peuvent "exercer [, dans le pays qui refuse d'assurer la protection,] tous recours judiciaires ou administratifs appartenant aux nationaux de ce pays". Le pays qui fait une déclaration conformément à l'article 5.3), est donc tenu d'indiquer, sur le formulaire de refus, les possibilités et les procédures de réexamen, y compris les délais impartis et les instances compétentes.

Application de l'Arrangement de Lisbonne

24. Jusqu'au 1er janvier 1997, le Bureau international de l'OMPI a enregistré 738 appellations d'origine provenant des pays suivants: France (472), République tchèque (70)³, Bulgarie (48), République slovaque (37)³, Hongrie (28), Italie (26), Algérie (19), Cuba (18), Tunisie (7), Portugal (6), Mexique (4), Israël (1). La plupart de ces appellations ont été enregistrées entre 1967 et 1985 (dont plus de la

³Cent huit appellations d'origine ont été enregistrées au nom de l'ex-Tchécoslovaquie, dont 70 ont été attribuées à la République tchèque et 37 à la République slovaque; un enregistrement a été annulé.

moitié - 440 - en 1967, année qui a suivi l'entrée en vigueur de l'Arrangement). Pendant la même période, 13 enregistrements ont été annulés.⁴

25. Jusqu'au 1er janvier 1997, 90 refus concernant des enregistrements internationaux ont été déclarés par les pays suivants: Mexique (35), Israël (16), Cuba (11), Tchécoslovaquie (9), France (6), Haïti (6), Portugal (4), Hongrie (2), Italie (1). Ces refus ont tous été notifiés entre 1967 et 1981. Le Bureau international a reçu en outre 30 communications relatives à l'annulation d'un refus initial.

26. Les appellations d'origine enregistrées conformément à l'Arrangement de Lisbonne se rapportent à une large gamme de produits, comprenant non seulement des vins et des spiritueux, mais aussi d'autres boissons, des fruits et des légumes, des produits laitiers, des produits carnés, des poissons, du miel, d'autres produits agricoles, des produits artisanaux ou industriels et des produits minéraux, comme le sel et la silice.

ii) Systèmes d'enregistrement international des marques

27. Les systèmes d'enregistrement international des marques peuvent être utilisés pour les marques collectives, les marques de certification et les marques de garantie et, dans certains pays, les signes ou indications pouvant servir, dans les opérations commerciales, à désigner l'origine géographique d'un produit ou d'un service peuvent constituer des marques collectives, de certification ou de garantie. Les principaux traités relatifs à l'enregistrement international des marques sont l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques ("Arrangement de Madrid"), du 14 avril 1891, tel qu'il a été révisé et modifié, et le Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, du 28 juin 1989, qui est entré en vigueur le 1er avril 1996. Ces instruments sont des arrangements particuliers au sens de l'article 19 de la Convention de Paris; ils prévoient l'enregistrement international des marques auprès du Bureau international de l'OMPI. L'enregistrement peut être obtenu pour des marques collectives, y compris des marques de certification ou de garantie.

28. Pour pouvoir bénéficier des dispositions de l'Arrangement de Madrid, le déposant doit être ressortissant d'un pays partie à l'Arrangement ("Union de Madrid") ou doit être domicilié dans ce pays ou y avoir un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux. La marque doit avoir été enregistrée à l'Office du pays d'origine avant qu'une demande d'enregistrement international ne soit déposée auprès du Bureau international de l'OMPI. L'enregistrement international est publié par le Bureau international et est notifié aux pays de l'Union de Madrid désignés dans la demande d'enregistrement. Ceux-ci ont la faculté de déclarer, dans un délai d'une année à compter de la date de l'enregistrement international, que la protection ne peut être accordée à la marque sur leur territoire. Ils doivent indiquer, dans leur déclaration, les motifs du refus; ceux-ci ne peuvent être différents de ceux qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris, dans le cas d'une marque déposée à l'enregistrement national.

29. Le Protocole de Madrid introduit des éléments nouveaux pour lever les difficultés qui faisaient obstacle à l'adhésion de certains pays à l'Arrangement de Madrid. En particulier, il permet aux déposants de fonder leur demande d'enregistrement international sur une *demande* d'enregistrement dans le pays d'origine. En outre, les pays de l'Union de Madrid peuvent déclarer que le délai pour notifier un refus

⁴Conformément à la Règle 5 du Règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne, une administration qui a demandé l'enregistrement international d'une appellation peut en tout temps demander au Bureau international la radiation de cet enregistrement. Conformément à la Règle 1.5), cette administration peut aussi déclarer, au moment où elle demande l'enregistrement international, qu'elle renonce à demander la protection dans un pays ou dans certains des pays, nommément désignés, parties à l'Arrangement; aux termes de la Règle 5.1), elle peut aussi notifier au Bureau international, à une date ultérieure, qu'elle renonce à la protection dans l'un de ces pays ou dans certains d'entre eux, ou lui demander de modifier l'indication portée à cet égard dans le registre international.

est de 18 mois, au lieu d'un an, (un délai encore plus long étant prévu en cas d'opposition); le système de taxes est différent; en cas de rejet de la demande de base dans le pays d'origine (ou de radiation de l'enregistrement de base ou d'un enregistrement résultant d'une demande de base, dans le pays d'origine, dans les cinq années suivant la date de l'enregistrement international), l'enregistrement international est radié, mais le titulaire peut transformer celui-ci en demandes nationales sans perdre le bénéfice de la date de l'enregistrement international ou de toute date de priorité applicable.

III. ACCORDS BILATERAUX ET REGIONAUX

30. Un certain nombre de pays ont conclu, au fil des ans, des accords bilatéraux ou régionaux concernant la protection des indications géographiques. Nombre de ces accords prévoient la désignation des indications géographiques particulières devant être protégées sur le territoire des parties; ils semblent être de deux types:

- les accords établissant un système d'enregistrement international non limité pour les indications géographiques qui satisfont à des critères d'application générale spécifiés dans l'accord, l'enregistrement devant se faire conformément aux procédures qui y sont énoncées. Outre les arrangements conclus au sein des Communautés européennes, au sujet desquels des renseignements ont été communiqués dans le document IP/C/W/76/Add.8, le seul accord de ce type sur lequel le Secrétariat a des renseignements est l'Accord de Bangui du 7 mars 1977 relatif à la création d'une Organisation africaine de la propriété intellectuelle. Des renseignements supplémentaires sur cet accord sont donnés ci-après.
 - Beaucoup d'autres accords bilatéraux et certains accords régionaux donnent la liste des indications géographiques des parties à l'accord qui doivent être protégées, en indiquant parfois des règles minimales définissant la protection à accorder. Ces accords ne prévoient pas de mécanisme interne permettant d'ajouter des indications géographiques aux listes; pour cela, il faut conclure un nouvel accord modifiant le précédent. L'exemple classique des accords de ce genre est la Convention entre la République fédérale d'Allemagne et la République française concernant la protection des indications, des appellations d'origine et d'autres noms géographiques, en date du 8 mars 1960. On trouvera plus loin des renseignements sur cet accord et sur deux autres accords bilatéraux conçus à peu près de la même manière, ainsi que sur l'ALENA.
- i) Accord de Bangui du 2 mars 1977 relatif à la création d'une Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

Introduction

31. L'Accord de Bangui du 2 mars 1977 institue un régime uniforme de protection de la propriété intellectuelle applicable, à ce jour, dans 14 pays africains francophones - Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo. Ce régime s'applique à chacun des domaines de la propriété intellectuelle visés par les annexes à l'Accord, dont l'une traite des appellations d'origine (annexe VI); il définit des droits nationaux indépendants, soumis à la législation de chacun des Etats membres de l'OAPI dans lesquels ils ont effet, et établit un service commun de la propriété industrielle au sens de l'article 12 de la Convention de Paris. Aux termes de l'article 11 de l'Accord, l'OAPI assure l'enregistrement des appellations d'origine et la publication des appellations enregistrées selon une procédure commune.

Champ d'application

32. A l'article premier de l'annexe VI, une "appellation d'origine" est définie comme étant "la dénomination géographique d'un pays, d'une région ou d'un lieu déterminé servant à désigner un produit qui en est originaire et dont les qualités caractéristiques sont dues exclusivement ou essentiellement au milieu géographique, comprenant soit des facteurs naturels soit des facteurs humains ou encore des facteurs à la fois naturels et humains; est également considérée comme dénomination géographique une dénomination qui, sans être celle d'un pays, d'une région ou d'un lieu déterminé, se réfère à une aire géographique déterminée aux fins de certains produits". Un "produit" est défini comme étant "tout produit naturel, agricole, artisanal ou industriel".⁵

Conditions de la protection

33. conformément à l'article 3 de l'annexe VI, les appellations d'origine sont protégées comme telles si elles sont enregistrées par l'OAPI ou si l'enregistrement résulte d'une convention internationale. Le Burkina Faso, le Congo, le Gabon et le Togo sont parties à l'Arrangement de Lisbonne. Les étrangers peuvent bénéficier des dispositions de l'annexe VI, mais les appellations d'origine étrangères ne peuvent être enregistrées par l'OAPI que si cela est prévu par une convention internationale. Sont exclues de la protection, aux termes de l'article 4, les appellations qui ne sont pas conformes à la définition susmentionnée ou qui sont contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public, ou qui, notamment, pourraient induire le public en erreur quant à la nature, la provenance, le mode de fabrication, les qualités caractéristiques de l'aptitude à l'emploi des produits considérés. L'article 5 indique qui a qualité pour déposer une demande d'enregistrement (voir plus loin la rubrique "Procédure d'enregistrement commune").

Effet juridique de l'enregistrement

- Portée de la protection

34. L'article 11 de l'annexe VI stipule que seuls les producteurs exerçant leur activité dans l'aire géographique indiquée au registre ont le droit d'utiliser à des fins commerciales, pour les produits indiqués au registre, l'appellation d'origine enregistrée, pour autant que ces produits aient les qualités caractéristiques essentielles indiquées au registre. Lorsque des produits ont ainsi été mis en circulation sous une appellation d'origine enregistrée, toute personne a le droit d'utiliser l'appellation d'origine pour ces produits. Dans les autres cas, toute utilisation à des fins commerciales, pour les produits indiqués au registre ou pour des produits similaires, de l'appellation d'origine enregistrée ou d'une dénomination similaire, est illicite, même si l'origine véritable du produit est indiquée ou si l'appellation est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "façon", "imitation" ou d'expressions similaires.

- Voies de recours

35. Conformément à l'article 12, toute personne intéressée ainsi que tout groupement intéressé de producteurs ou de consommateurs peuvent engager des poursuites contre l'auteur de l'utilisation illicite de l'appellation d'origine enregistrée et contre les personnes contribuant à cette utilisation, dans le but de faire cesser l'utilisation illicite ou de la faire interdire si celle-ci est imminente, et de faire détruire les étiquettes et les autres documents servant à ou susceptibles de servir à une telle utilisation. Quiconque a subi un dommage par suite de l'utilisation illicite peut demander réparation du dommage à l'auteur de cette utilisation et aux personnes qui y ont contribué.

⁵La traduction des termes de l'Accord dans la version anglaise de ce document n'est pas une traduction officielle.

36. L'article 13 énonce les peines dont est passible quiconque utilise intentionnellement de manière illicite une appellation d'origine enregistrée, à savoir: une peine d'emprisonnement de trois mois au moins et/ou une amende de 50 000 à 300 000 francs CFA.

Procédure d'enregistrement commune

37. Les demandes doivent être adressées au Ministre chargé de la propriété industrielle du pays en question, qui enregistre la date du dépôt de la demande, laquelle est transmise à l'OAPI pour autant qu'elle ne soulève pas d'objection de sa part du Ministre. L'OAPI examine si le déposant a qualité pour demander l'enregistrement; dans la négative, la demande est rejetée.

38. L'article 5 de l'annexe VI stipule que les demandes d'enregistrement d'appellations d'origine peuvent être déposées par:

1. les personnes physiques ou morales qui exercent une activité de producteur dans l'aire géographique indiquée dans la demande pour les produits en question ainsi que les groupements de telles personnes;
2. ou toute autorité compétente.

A cet égard, un "producteur" est défini, à l'article premier, comme étant:

- i) tout agriculteur ou autre exploitant des produits naturels;
- ii) tout fabricant de produits artisanaux ou industriels;
- iii) quiconque fait le commerce desdits produits.

39. L'OAPI examine aussi si la demande comporte les indications requises par l'article 6, à savoir:

- a) le nom, l'adresse et la nationalité du déposant, ainsi que la qualité en laquelle le déposant demande l'enregistrement;
- b) l'appellation dont l'enregistrement est demandé;
- c) l'aire géographique à laquelle s'applique l'appellation;
- d) les produits pour lesquels l'appellation est utilisée, en des termes suffisamment précis pour permettre en particulier de déterminer s'il s'agit de matières premières, de produits semi-finis ou de produits finis;
- e) le cas échéant, les qualités caractéristiques essentielles des produits pour lesquels l'appellation est utilisée;
- f) la justification que les taxes prescrites ont été payées.

Si ces conditions sont remplies, l'appellation d'origine est enregistrée dans le registre spécial des appellations d'origine et l'enregistrement est notifié au déposant.

ii) Convention du 8 mars 1960 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française concernant la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres noms géographiques

40. La Convention du 8 mars 1960 entre la République fédérale d'Allemagne et la République française concernant la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres noms géographiques est l'exemple classique d'un accord axé exclusivement sur la protection des indications de provenance et des appellations d'origine, au titre duquel des pays ont échangé des listes de noms à protéger sur leur territoire. La Convention stipule que les noms figurant sur la liste de l'Allemagne seront protégés en France conformément à la législation allemande et que les noms figurant sur la liste de la France seront protégés en Allemagne conformément à la législation française. L'adjonction de noms à ces listes nécessite une modification de l'accord et, partant, de nouvelles négociations.

iii) Accord CE-Hongrie

41. Un exemple plus récent est l'Accord de 1993 entre la Communauté européenne et la République de Hongrie relatif à la protection réciproque et au contrôle des dénominations de vins. Aux termes de cet accord, la Hongrie doit protéger, en ce qui concerne les vins originaires de la Communauté, les termes qui se réfèrent à l'Etat membre dont le vin est originaire, les termes utilisés pour la commercialisation des vins dans la Communauté, et les indications géographiques et mentions traditionnelles énumérées dans une annexe à l'accord. Les Communautés européennes ont des obligations similaires pour ce qui est des termes désignant la Hongrie et des indications géographiques et mentions traditionnelles utilisées dans la législation hongroise sur le vin qui sont énumérées dans une annexe. L'accord stipule en outre que, en Hongrie, les dénominations communautaires protégées sont réservées exclusivement aux vins originaires de la Communauté auxquels elles s'appliquent et ne peuvent être utilisées que dans les conditions prévues par la législation et la réglementation communautaires ou, à défaut, par celles des Etats membres. Il en va de même dans la Communauté pour les dénominations hongroises protégées. L'accord contient en outre des dispositions détaillées concernant l'application de cette protection.

iv) Accord CE-Australie

42. L'Accord de 1992 entre la Communauté européenne et l'Australie relatif au commerce du vin prévoit également la protection réciproque des dénominations de vins et contient des dispositions relatives à leur utilisation dans la désignation et la présentation qui sont comparables à celles de l'accord entre la Communauté et la Hongrie. Des périodes transitoires sont prévues pour la protection d'un certain nombre de dénominations visées par l'accord.⁶

v) ALENA

43. L'Accord de libre-échange nord-américain de 1992 (ALENA) est un autre exemple du genre d'accords évoqué précédemment. La protection des indications géographiques y est traitée au chapitre XVII sur la propriété intellectuelle et à l'annexe 313 du chapitre III sur le traitement national et l'accès aux marchés pour les produits. Le chapitre XVII contient un certain nombre de dispositions concernant la protection des indications géographiques qui correspondent en gros à celles des

⁶Le champ de l'accord entre la CE et l'Australie ne se limite pas à la protection des indications géographiques. Comme cela est stipulé à l'article premier, l'objectif est de favoriser et de promouvoir, sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité, le commerce du vin originaire du territoire des parties. Outre la protection des dénominations de vins, l'accord stipule les pratiques et traitements oenologiques et les exigences relatives à la composition du vin qui sont autorisées mutuellement.

articles 22.1-4 et 24.4-9 de l'Accord sur les ADPIC. Par ailleurs, l'annexe 313 du chapitre III, intitulée "Produits distinctifs", stipule que le whisky Bourbon et le Tennessee whiskey, Etats-Unis, le whisky canadien et la tequila et le mezcal sont, respectivement, des produits distinctifs des Etats-Unis, du Canada et du Mexique. En conséquence, les pays membres, autres que le pays d'origine, ne doivent autoriser la vente d'aucun produit sous le nom du produit distinctif, à moins que ce produit n'ait été fabriqué dans le pays d'origine conformément aux lois et règlements de ce pays régissant sa fabrication.